

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a annoncé sa participation au « Board of Peace » international initié par le président américain Donald Trump. Le bureau du Premier ministre a confirmé l'acceptation de l'invitation via un [courrier X officiel](#).

Cette démarche intervient malgré les critiques israéliennes claires sur la composition de certains organes de Gaza de la nouvelle organisation de paix, notamment sur la participation de la Turquie et du Qatar.

Comme l'ont expliqué des analystes cités par [JNS.org](#), la marge de manœuvre de Jérusalem face à l'initiative menée par les Etats-Unis était extrêmement limitée. L'organisation diplomatique de la phase d'après-guerre à Gaza est déterminée en grande partie par Washington, tandis que l'influence d'Israël se limite avant tout à l'application de lignes rouges concrètes en matière de politique de sécurité.

[Yoni Ben-Menachem, du Centre de Jérusalem pour la sécurité et les affaires étrangères](#), a déclaré à JNS.org que tant que la Turquie et le Qatar n'étaient pas physiquement présents à Gaza, un organe international pouvait exister – mais que le contrôle opérationnel devait rester entre les mains d'Israël. Il met également en garde contre le fait que les deux Etats pourraient tenter d'utiliser leur rôle pour saper un véritable désarmement du Hamas.

[Jonathan Schanzer, de la Foundation for Defense of Democracies](#), critique fondamentalement l'implication de la Turquie et du Qatar. Tous deux sont des soutiens financiers, idéologiques et militaires du Hamas et sont coresponsables du déclenchement et de la durée de la guerre de Gaza. Leur participation sape l'objectif déclaré de la nouvelle organisation de paix et rend improbable un désarmement crédible de l'organisation terroriste. Dans le même temps, Schanzer reconnaît également que la marge de manœuvre d'Israël est limitée. La participation au « Board of Peace » est moins l'expression d'un accord que le résultat de dépendances stratégiques.